



Autorisation MINATD N°000221 du 25 Juillet 2008/ Lettre MINATD N°0002249/LMINATD/DAP/SDE/STP du 02 août 2012.

COMMUNIQUÉ

De sources dignes de foi, le gouvernement camerounais aurait décidé de lancer, ce lundi 28 septembre 2020, un « assaut » contre ma résidence où je suis retenu en otage depuis le 20 courant par des forces de sécurité équipées d'un arsenal digne des théâtres de guerre.

Bien qu'ignorant les contours de ce projet « d'assaut », il devrait en toute vraisemblance s'inscrire dans le fil des agissements de M. BIYA qui gouverne depuis quatre décennies par le mépris et la terreur. Aux revendications légitimes des populations exprimées de manière pacifique lors des marches du 22 septembre, le régime a recouru à une violence et à une répression disproportionnées et sans précédent contre des Camerounais aux mains nues, dont plus de 600, illégalement arrêtés et détenus, sont victimes d'actes de torture, de traitements cruels, inhumains et dégradants. Comme à Bamenda en octobre 2016, les appels au dialogue et à la concertation ne reçoivent de la part du régime que terreur et barbarie judiciaire.

Notre heure est sans doute venue de faire une fois de plus face à la violence d'Etat d'un régime suranné. Nous prenons à témoin la communauté nationale et internationale sur les conséquences de cette dérive dictatoriale sans précédent dans l'histoire récente du Cameroun. L'arbitraire et la barbarie ne peuvent avoir raison de la détermination des populations camerounaises à se libérer de la tyrannie.

Maurice KAMTO

Président national

Copies :

- ONU
- UA
- UE
- Francophonie
- Commonwealth
- CEDEAO
- Etats-Unis
- Grande-Bretagne
- France
- Russie
- Chine
- Allemagne
- Canada
- Italie
- Espagne
- Suisse.